

page 7 éditorial

PRE

Trente ans après le sommet de Rio, en un temps pourtant chaotique pour les institutions multilatérales, l'urgence climatique aurait mis en place un nouvel universalisme, symbolisé par les COP. Face à un défi dépassant de loin les souverainetés, États, organisations internationales, sociétés civiles et machineries médiatiques conjugueraient leurs efforts pour mobiliser les opinions dans un unique effort de transition vers une décarbonation permettant de limiter la catastrophe... Las ! le récit dominant depuis l'Accord de Paris de 2015 semble se heurter à des réalités rigides et complexes.

Les articles que présente *Politique étrangère* aident à faire le point sur une réalité moins glorieuse que les emballements médiatiques. La mobilisation financière du Nord au profit des pays du Sud oublie les serments répétés. Et pourtant, c'est en Afrique que peuvent émerger de nouveaux modèles de développement et que se trouvent déjà des moyens, inédits ailleurs, de limiter les effets des changements climatiques. La cohérence des décisions politiques et économiques, à l'intérieur des États et entre les plus grands acteurs du monde, reste une promesse lointaine. Et les admonestations récurrentes sur la catastrophe qui vient ne disent presque rien de l'acceptabilité sociale de mesures hautement chantées hors périodes électorales mais peu reprises dans les débats politiques concrets.

L'urgence imposée par les changements climatiques n'est pas niable. Mais a-t-elle vraiment été intégrée dans les politiques ? L'impression qui domine est celle d'un balancement entre des décisions éclatées, souvent mal expliquées, et un discours globaliste, volontiers terrorisant, de *reductio ad climatum*... La transition énergétique peut-elle s'imposer en surplomb des contraintes économiques et sociales ? La diplomatie climatique annule-t-elle, contourne-t-elle les rivalités internationales ? Les Gilets jaunes à l'intérieur, la Chine à l'extérieur, répondent : non...

Les décisions de l'Union européenne (UE), qui insèrent les réponses et adaptations aux changements climatiques – politiques énergétiques, investissements, novations technologiques – dans les plans du relèvement post-Covid-19, pourraient constituer le modèle d'une réponse rationnelle. Si les États suivent, et si la volonté d'exemplarité de l'UE ne se transforme pas en solitude.

Au moment où les événements du Sahel et, hélas, bien au-delà sur le continent, nous poussent à revoir les fondements mêmes de la politique française – et donc européenne – en Afrique, cette révision pourrait être l'occasion d'intégrer les choix climatiques à l'ensemble d'une politique étrangère.

Car c'est bien là l'urgence du temps : prendre la mesure des changements nécessaires et de leur place aux côtés des autres défis politiques, internes ou de politique étrangère – inégalités, compétitions des puissances, déséquilibres financiers, flux commerciaux, diversité des systèmes énergétiques, politiques de développement... Les changements climatiques sont partie intégrante des problématiques de recomposition du monde de l'après-après guerre froide.

* * *

L'Afghanistan, puis le Sahel, symbolisent la sidération qui saisit l'Occident après trente ans d'aventures extérieures trop souvent vues comme « missionnaires ». L'heure est à repenser les stratégies extérieures et les institutions qui s'en sont saisies.

L'expérience afghane suggère de décompter les erreurs annonciatrices d'un inévitable naufrage : éventail contradictoire des missions confiées au militaire, incompréhension de fond du milieu d'intervention, défaut de maîtrise d'une confrontation asymétrique, division entre pays intervenants, dispersion entre objectifs politiques de sécurisation, de formation des institutions, d'appui au développement, etc. Le « modèle » de l'échec semble hélas pertinent pour la plupart des interventions extérieures des trois dernières décennies.

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord et l'UE campent au premier rang des institutions concernées. La première parce qu'elle prétend former le cœur de l'efficacité et de la compétence militaires des démocraties alliées ; la seconde parce qu'elle s'est fait vertu de son incapacité à se défendre en investissant, depuis deux décennies, dans la « gestion des crises ».

L'Alliance atlantique se dit prête à soutenir en Europe une guerre venant de l'Est, qui n'aura pas lieu ; et elle vient de confirmer qu'ailleurs elle échoue. Pourtant, au même moment, Moscou montre les dents et Washington remue des épaules, réaffirmant son engagement européen tout en fixant l'œil sur l'Asie, aux champs d'affrontement autrement décisifs. Il est peu vraisemblable que le prochain « concept stratégique » de l'Alliance résolve la quadrature du cercle : affirmer la pérennité d'une alliance nécessaire aux Européens pour leur sécurité et aux Américains pour leur statut ; tout en faisant évoluer son fonctionnement, ses moyens pour correspondre à une situation qui n'est plus celle de la guerre froide qui la justifiait.

Quant à l'UE, elle démontre avec constance son talent à exhiber ses instruments pour mieux s'abstenir d'en user. Il est, en toute hypothèse, peu imaginable que les États membres s'entendent demain pour former une défense commune – presque tous le refusent. D'où une double question : les Européens accepteront-ils de peser ensemble dans l'Alliance pour son nécessaire *aggiornamento* ? Et après la déroute afghane et l'échec sahélien, comment assurer notre sécurité dans nos périphéries ?

Si l'actuelle crise en Europe pouvait être l'amorce d'une stabilisation négociée du Vieux continent, produisant à terme une nouvelle architecture qui prenne en compte les nouveaux équilibres du monde, alors les Européens pourraient peut-être se délivrer de leur obsession russe et reprendre conscience de ce que leur sécurité dépend au premier chef de leurs périphéries. Et, à défaut d'une défense commune, donner naissance à une véritable politique étrangère commune, s'appuyant sur l'ensemble de leurs considérables moyens d'action.

* * *

Les malheurs irakien et éthiopien, à partir de prémisses différentes – le choc externe réveillant les fractures confessionnelles dans un cas, l'explosion interne d'un système multiethnique dans l'autre –, témoignent de ce qu'un système institutionnel ne peut seul assurer la cohésion et la gouvernabilité d'un ensemble humain, composite par définition.

Nous avons trop oublié en Occident que la cohésion de nos sociétés s'est gagnée sur beaucoup de drames. Nous pensons trop souvent que les systèmes juridiques – et au premier chef notre formalisme démocratique – suffisent à déterminer le destin des peuples. Une leçon dominante de ces trente dernières années est la prééminence de l'histoire sur les certitudes politiques – l'histoire et ses héritages, ses divisions, ses errances, ses habitudes mal déracinables... Une histoire à observer de près, tant le destin du poids lourd éthiopien détermine l'avenir d'une large part du continent africain, comme le futur de l'Irak, par sa position géopolitique, dessine le futur d'un Moyen-Orient toujours au bord du feu.

L'Occident s'est laissé aller à croire, depuis trois décennies, que sa compréhension de soi était saisie du monde : il lui faut en revenir à l'étude, à la prise en compte d'une désespérante diversité. En Europe devant la Russie, en Asie face à la Chine, en Afrique, au Moyen-Orient, ou face aux multiples défis des changements climatiques, la politique étrangère n'est-elle pas faite pour cela ?